

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

UCAC

77 RTE DE PICARDIE
60190 AVRIGNY

Références : IC-R/0060/23-SLT/SA
Code AIOT : 0005100860

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement UCAC implanté 77 RTE DE PICARDIE 60190 AVRIGNY. L'inspection a été annoncée le 17/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCAC
- 77 RTE DE PICARDIE 60190 AVRIGNY
- Code AIOT : 0005100860
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société UCAC située à Avrigny exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solide, liquides et de produits agro-pharmaceutiques.

Les installations sur le site se décomposent de la façon suivante :

- 4 silos ;
- 2 séchoirs ;
- 2 magasins d'engrais solides ;
- 2 emplacements d'engrais liquides ;
- 1 magasin de produits agro-pharmaceutiques ;

- 1 bâtiment administratif ;
- 1 pont bascule, chaufferie, hangar.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 08/07/1987, complété par les arrêtés du 26/07/2013 et du 23/07/2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/10/2021,
- point d'avancement sur les non-conformités relevées dans l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Observation
3	Phénomènes d'auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
4	Conformité ATEX	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Observation
5	Nettoyage du silo	Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en place des actions correctives afin de lever les écarts relevés lors des inspections réalisées en 2021 et 2022. Toutefois, à ce stade des réserves demeurent sur la nature et la quantité d'émulseur présent sur le site. Dans l'attente d'une validation écrite du SDIS, il n'est pas proposé d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 12/10/2021.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats : - Installations électriques : Suite à la visite d'inspection du 12/08/2021, l'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté du 12/10/2021, de lever les non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques et en particulier de fournir un rapport Q18 concluant à une absence de risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Inspection du 21/06/2022 : Lors de la visite d'inspection réalisée en 2022, il a été constaté que le dernier rapport de vérification présentait 96 non-conformités dont 77 récurrentes. Par ailleurs, le certificat Q18 associé concluait toujours sur un risque d'incendie ou d'explosion. L'arrêté de mise en demeure du 12/10/2021 n'étant pas respecté, l'exploitant a été rendu redevable d'une astreinte administrative par arrêté du 01/09/2022.</p> <p>Inspection du 21/01/2023 : Par courrier du 22/11/2022, l'exploitant a transmis un rapport Q18 concluant une absence de risque d'incendie ou d'explosion. L'arrêté de mise en demeure du 12/10/2021 est donc respecté sur ce point. Toutefois, le rapport Q18 fait mention d'une vérification partielle ne prenant pas en compte une partie des installations. Il est indiqué à l'exploitant que le prochain contrôle devra prendre en compte l'ensemble du site sans limite d'intervention. Par ailleurs, le rapport Q18 mentionne une observation portant sur les circuits terminaux du silo Equipag (indice IP non adapté). L'exploitant indique que les moteurs ont été remplacés (présentation du bon de livraison de la société TNT pour le remplacement de 2 moteurs IP55).</p>

<p>- Risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12/08/2021, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas de l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds du silo. L'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté du 12/10/2021, de fournir l'avis d'un organisme compétent sur ce point.</p> <p>Inspection du 21/06/2022 :</p> <p>L'exploitant avait présenté les rapports APAVE « Prévention du risque de courants vagabonds » et « Prévention du risque électrostatique ».</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 12/10/2021 était donc respecté sur ce point..</p> <p>Ces rapports mentionnaient plusieurs observations à lever. Suite à l'inspection, par courrier du 26/07/2022, l'exploitant avait sollicité un délai de 12 mois pour lever l'ensemble des observations.</p> <p>Inspection du 21/01/2023 :</p> <p>Un devis de la société INEO validé par l'exploitant a été présenté. Ce devis porte sur la réalisation de travaux pour lever les non-conformités relevées dans les rapports APAVE « Prévention du risque de courants vagabonds » et « Prévention du risque électrostatique ».</p> <p>Fait susceptible de suites : l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds mentionne plusieurs observations. L'exploitant ayant engagé les démarches auprès d'un prestataire pour réaliser les travaux de mise en conformité, il n'est pas proposé de suite à ce stade.</p> <p>Observations : Le prochain rapport de vérification des installations électriques devra être réalisé sur l'ensemble du site sans limite d'intervention.</p> <p>Suite à la réalisation des travaux par la société INEO, il est demandé à l'exploitant de fournir l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds levant les non-conformités relevées dans les rapports de 2021.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> – des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; – les mesures de protection définies à l'article 10 ; – les moyens de lutte contre l'incendie ; – les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
 - la procédure d'inertage ;
 - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Constats : Suite à la visite d'inspection du 12/08/2021, l'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté du 12/10/2021 de mettre en place une organisation opérationnelle et d'assurer la disponibilité de l'ensemble des moyens définis dans la procédure d'inertage.

Inspection du 21/06/2022 :

L'exploitant avait présenté la procédure d'intervention en cas de sinistre. Cette procédure faisait référence à la production de mousse à haut foisonnement dans certaines circonstances. Toutefois, le site ne comportait pas d'émulseur permettant la mise en œuvre de cette mesure.

L'arrêté de mise en demeure du 12/10/2021 n'étant pas respecté, l'exploitant a été rendu redevable d'une astreinte administrative par arrêté du 01/09/2022.

Inspection du 24/01/2023 :

L'exploitant a indiqué qu'une réunion avait été organisée avec le SDIS le 19/08/2022. La procédure d'intervention mise à jour a été transmise au SDIS.

Suite à cet échange, le SDIS a préconisé par mail du 13/10/2022, la mise en place de dispositifs de lutte contre l'incendie sur le site (émulseur, lance à mousse et injecteur).

L'exploitant a fourni les justificatifs suivants :

- bon de livraison de la société Dumont daté du 06/01/2023 pour 3 lances à mousse et 3 mélangeurs,
- bon de livraison de la société BIOEX daté du 05/12/2022 pour 480 l d'émulseur.

Lors de la visite, il a été constaté la répartition du matériel sur le site (lance + injecteur + 1 bidon d'émulseur) au niveau de chaque silo. La réserve d'émulseur a été constatée dans le magasin de stockage de semences.

Toutefois, la nature et la quantité d'émulseur ne semblent pas correspondre aux recommandations fixées dans le mail du SDIS du 13/10/2022. En effet, la quantité mentionnée est celle prévue pour la production de mousse dans l'ensemble des silos pendant 24h. Par ailleurs, la mousse devrait être produite avec une concentration à 3 % d'émulseur.

L'exploitant indique que la mousse présente correspond au type de mousse préconisée par le fabricant pour le type d'activité exercée sur le site. La consultation de la fiche technique a permis de vérifier qu'il s'agit en effet du type d'émulseur adapté aux feux de silos.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec le SDIS afin d'obtenir une validation écrite de la quantité et de la nature d'émulseur présent (l'exploitant a déclaré que ce point aurait été validé oralement).

Fait susceptible de suite : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier, à ce stade, que la quantité et la nature d'émulseur présent sur le site est conforme aux recommandations formulées par la SDIS dans son message du 13/10/2022.

La procédure d'intervention a été mise à jour pour mentionner la localisation des différents moyens de lutte contre l'incendie.

Par ailleurs, l'exploitant indique être dans l'attente d'une réponse pour organiser un exercice avec la collaboration du SDIS.

Dans cette attente, un exercice est prévue en interne au cours du 1er semestre 2023.

Observations : Dans l'attente de la transmission d'un avis écrit du SDIS sur la nature et la quantité d'émulseur présent sur le site, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/10/2021 ne sera pas abrogé et l'arrêté portant astreinte administrative ne sera pas liquidé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Phénomènes d'auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p> <p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 12/08/2021, l'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté du 12/10/2021 de rédiger une procédure d'intervention en cas de phénomène d'auto-échauffement.</p> <p>Inspection du 21/06/2022 : L'exploitant avait présenté la procédure d'intervention pour la gestion des situations d'urgence dans laquelle une partie était dédiée au phénomène d'auto-échauffement. Cette procédure faisait mention de production de mousse à haut foisonnement pour laquelle le site ne disposait pas d'émulseur. L'arrêté de mise en demeure du 12/10/2021 n'étant pas respecté, l'exploitant a été rendu redevable d'une astreinte administrative par arrêté du 01/09/2022.</p> <p>Inspection du 24/01/2023 : Comme indiqué au point précédent, l'exploitant a mis en place l'ensemble des moyens permettant d'appliquer la procédure. Toutefois, une validation écrite du SDIS est attendue sur la nature et la quantité d'émulseur présent sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conformité ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2023
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p>

[...]

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

Inspection du 21/06/2022 :

L'exploitant avait présenté un rapport de la société APAVE portant sur l'évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX. Ce rapport mentionnait plusieurs observations portant notamment sur l'absence de marquage du matériel, la présence de matériel non adapté aux zones ATEX ou la présence de poussière.

L'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté du 12/08/2022 de lever les non-conformités mentionnées dans le rapport sous 10 mois.

Afin de justifier de l'état d'avancement de la mise en conformité, l'exploitant devait transmettre les éléments suivants :

- une programmation des travaux à réaliser suite à la confirmation des zones ATEX sous un mois,
- les devis ou tout autres documents attestant des démarches engagées sous 2 mois,
- les éléments attestant de l'absence de non-conformités sous 10 mois.

Inspection du 24/01/2023 :

L'échéance fixée dans l'arrêté de mise en demeure n'est pas échue. Un point d'avancement est toutefois réalisé lors de l'inspection.

L'exploitant a présenté le plan d'action mis en place afin de réaliser la mise en conformité du site. Ce plan d'action reprend l'ensemble des observations formulées dans les rapports de vérifications suivants :

- rapport "évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX",
- rapport Q18,
- rapport de prévention du risque électrostatique dans les ICPE,
- rapport de prévention du risque des courants vagabonds dans les ICPE.

<p>Il détaille les actions à réaliser pour chaque silo, les délais de mise en conformité et la réalisation des actions.</p> <p>L'exploitant indique que suite à la réalisation de certains travaux, les zones ATEX sont modifiées. Le plan définitif des zones ATEX sera donc finalisé une fois l'ensemble des travaux réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Nettoyage du silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/11/2022
Prescription contrôlée : <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
Constats : Inspection du 21/06/2022 : <p>Lors de la visite du site, il avait été constaté que les sols étaient correctement nettoyés, toutefois certaines installations comportent une couche importante de poussière.</p> <p>La présence de poussière étant mentionnée dans le rapport d'évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX, le risque d'explosion était donc augmenté.</p> <p>L'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté du 12/08/2022 de débarrasser les poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes surfaces susceptibles d'en accumuler sous un délai de 3 mois.</p> <p>Inspection du 24/01/2023 :</p> <p>L'exploitant a procédé au nettoyage des installations par le personnel.</p> <p>Pour les parties du silo difficilement accessibles, la société ASAP (entreprise de cordistes) a réalisé le nettoyage. La facture faisant suite à cette intervention a été présentée par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que le niveau de propreté du silo était correct. Il est toutefois demandé à l'exploitant d'être vigilant au nettoyage des chemins de câbles pour lesquels la fréquence de nettoyage actuelle pourrait être augmentée.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite du site il a été constaté dans le silo Barlet que le tableau de contrôle des extracteurs d'air comporte un témoin allumé. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un extracteur d'air hors service.</p> <p>Bien que les autres extracteurs d'air du silo fonctionnent, il est demandé à l'exploitant de procéder dans les meilleurs délais à la réparation du système en défaut.</p>
Observations : L'exploitant procédera dans les meilleurs délais à la réparation du système d'extraction d'air situé dans le silo Barlet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet